

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN
EAU DU MORBIHAN

DATE DE CONVOCATION : 25/11/2021			
Nombre de délégués en exercice	Présents	Absents	Pouvoirs
60	33	17	10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU COMITÉ SYNDICAL

L'an deux mille vingt et un, le trois décembre, le Comité Syndical de Eau du Morbihan, dûment convoqué, s'est réuni à Vannes, sous la présidence de Monsieur Dominique RIGUIDEL, Président de Eau du Morbihan.

Étaient présents :

Madame Annie AUDIC. Monsieur Daniel AUDO. Madame Martine AUFFRET. Monsieur Patrick BEILLON. Monsieur Denis BERTHOLOM. Monsieur André BOUDART. Monsieur Serge BUCHET. Monsieur Jacky CHAUVIN. Monsieur Vincent COWET. Monsieur Michel CRIAUD. Monsieur Thierry EVENO. Monsieur Roland GASTINE. Monsieur Didier GUILLOTIN. Monsieur Raymond HOUEIX. Monsieur Freddy JAHIER. Monsieur Denis L'ANGE. Monsieur Bruno LE BORGNE. Monsieur Yannick LE BORGNE. Monsieur Bernard LE BRETON. Monsieur Jean-Pierre LE PONNER. Monsieur Daniel MANENC. Monsieur Joël MARIVAIN. Madame Christine MANHES. Madame Claire MASSON. Monsieur François-Denis MOUHAOU. Monsieur Anthony ONNO. Madame Martine PARE. Monsieur Maurice POUILLAUDE. Monsieur Dominique RIGUIDEL. Monsieur Benoît ROLLAND. Monsieur Jean-Charles SENTIER. Monsieur Yves THIEC. Monsieur Yann YHUEL

Avaient donné pouvoir :

Madame Marie-Claire BONHOMME. Monsieur Maurice BRAUD. Monsieur Jean-Paul GAUTIER. Monsieur Bruno GOASMAT. Madame Diane HINGRAY. Monsieur Ronan LE DELEZIR. Monsieur Loïc LE PEN. Monsieur Denis LE RALLE. Monsieur Philippe LE VESSIER. Monsieur David ROBO

Étaient excusés :

Monsieur Dominique CHAUMORCEL. Monsieur Yannick CHESNAIS. Monsieur Jean-Luc CHIFFOLEAU. Monsieur Jean-Claude COUDE. Monsieur Paul COZIC. Monsieur Alain DE CHABANNES. Monsieur Tibault GROLLEMUND. Madame Françoise GUILLERM. Madame Annaïck HUCHET. Monsieur Yves HUTTER. Monsieur Hugues JEHANNO. Monsieur André LE BRUN. Monsieur Pascal LE JEAN. Monsieur René LE MOULLEC. Monsieur Jérôme REGNIER. Monsieur Stéphane SANCHEZ. Monsieur Franck VALLEIN

Secrétaire de séance : Monsieur François-Denis MOUHAOU

Les présents formant la majorité des membres en exercice, le Comité Syndical peut valablement délibérer.

.../...

CS_2021_066 - Convention tri-partite EPTB Vilaine - Eau du Morbihan - GMVA

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire ;

Vu la délibération n° CS_2020_037 relative à la sollicitation de la mise à disposition du feeder 56 par l'EPTB Vilaine au profit de Eau du Morbihan ;

Sous réserve de l'avis défavorable de l'EPTB Vilaine sur cette sollicitation ;

Vu le projet de convention pour la fourniture d'eau potable par l'EPTB Vilaine liant l'EPTB Vilaine, GMVA et Eau du Morbihan ;

Vu le rapport du Président ;

Le Comité Syndical après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver le projet de convention pour la fourniture d'eau potable par l'EPTB Vilaine, joint à la présente délibération ;

- d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention pour la fourniture d'eau potable et tous les actes s'y afférents.

Fait et délibéré à Vannes, le 3 décembre 2021

(au registre suivent les signatures)

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Dominique RIGUIDEL

DÉTAIL DU VOTE

POUR	43
CONTRE	0
ABSTENTION	0
NE PARTICIPE PAS	0

Envoyé en préfecture le 06/12/2021

Reçu en préfecture le 06/12/2021

Affiché le 06/12/2021

ID : 056-255601072-20211206-CS_2021_066-DE



Convention pour la fourniture d'eau potable par l'EPTB Vilaine

Octobre 2021

Entre les soussignés :

Le Syndicat Mixte EPTB Vilaine, représenté par son Président, Monsieur Jean François MARY, habilité à signer la présente par délibération du Comité Syndical en date du 6 novembre 2020, désigné dans ce qui suit par : « **l'EPTB** »,

Le Syndicat de l'Eau du Morbihan représenté par son Président Monsieur Dominique RIGUIDEL, habilité à signer la présente par délibération du Comité Syndical du **????** et désigné dans ce qui suit par : « **EDM** » ou « **les collectivités** »,

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération représentée par son Président Monsieur David ROBO, habilité à signer la présente par délibération du Conseil Communautaire du **????** et désigné dans ce qui suit par : « **GMVA** » ou « **les collectivités** »,

Et

La société SEPIG, Société Anonyme, inscrite au registre du commerce et des sociétés de Saint-Nazaire sous le n°542.080.486, dont le siège social est situé 80 avenue des Noëles à La Baule Escoublac (44500), représentée par Monsieur Jérôme POISSEMEUX, **Président du Conseil d'administration - Directeur Général**, habilité à signer la présente par délibération du Conseil d'Administration de l'Institution d'Aménagement de la Vilaine du 10 octobre 2008 et désignée dans ce qui suit par « **Le délégataire** »,

Il a été convenu ce qui suit :

1. Préambule

Depuis de nombreuses années, des échanges d'eau existent entre l'EPTB, EDM et GMVA (ex SIAEP de Rhuys, Ex SIAEP de St Avé- Meucon, Ville de Vannes, Ville de Séné...).

Conformément à la Loi NOTRe, GMVA est compétente en matière de production, de transport et de distribution d'eau potable depuis le 1^{er} janvier 2020.

A la faveur de cette évolution, il est convenu de réunir l'ensemble des échanges d'eau entre les trois partenaires dans une seule et même convention afin de faciliter la gestion administrative et technique de ce partenariat et notamment pouvoir coopérer de manière concertée et solidaire autour du feeder 56, dit « T2 » (voir article 4), propriété de l'EPTB.

2. Pilotage et coordination technique du tronçon T2

La mobilisation du tronçon T2 par GMVA et EDM participe à la sécurisation et à l'alimentation en eau des 2 entités. Les imports d'EDM à Poulmar'h (correspondant au point de livraison « Lesquégué ») dépendent des besoins et des configurations des unités de production, des interconnexions et capacités d'importation sur l'ensemble de son périmètre, y compris du tronçon T2. Compte tenu des contraintes hydrauliques et des enjeux de ce tronçon, une gestion coordonnée est indispensable pour répondre aux besoins.

EDM met son expertise au service de l'EPTB et de GMVA, en fonctionnement normal comme en situation de crise, dans une logique de pilotage concerté du tronçon T2. EDM alerte l'EPTB et GMVA en cas de risque de compétition de la sollicitation aux différents points de livraison, tension sur la ressource ou besoins particuliers, pouvant nécessiter des modalités de gestion adaptées, et est informé par GMVA et l'EPTB des modifications ou besoins particuliers susceptibles d'impacter la mobilisation normale du tronçon. Pour remplir cette mission, EDM doit disposer de la vision globale indispensable à la continuité de service. Ainsi, un accès sécurisé aux données suivantes lui est fourni :

Données	Fréquence	Modalités
Débits horaires et volumes journaliers par point de livraison et total T2	Consultation en continu	Autorisation d'accès à la télégestion donné par l'EPTB
Niveau de la retenue de Trégat (données journalières)	Consultation en continu	Autorisation d'accès à la télégestion donné par GMVA/exploitant
Volume produit à Le Marais (données journalières)	Consultation en continu	Autorisation d'accès à la télégestion donné par GMVA

Les conditions d'accès à ces données à EDM seront définies dans le cadre de protocoles techniques à établir avec l'EPTB et GMVA.

En complément, l'EPTB met à disposition d'EDM et GMVA les relevés d'index mensuels des points de livraisons via une plateforme collaborative.

Les données transmises seront les données brutes, non validées par les fournisseurs de données respectifs, donc sans engagement sur leur validité en temps réel.

Les propositions ou conseils qu'EDM peut être amené à formuler seront discutés entre les 3 entités, qui restent responsables de leurs infrastructures et maîtres de leurs décisions.

EDM ne peut pas être tenu responsable en cas de défaillance des importations de l'EPTB ou d'incident sur les infrastructures dont il n'a pas la charge.

3. Postulats de gestion préalable

En vue de permettre une gestion équilibrée et solidaire de la ressource en eau potable sur le territoire Morbihannais et dans le but de satisfaire les besoins respectifs de GMVA et EDM sur le tronçon T2 en tenant compte de ses capacités hydrauliques et des débits souscrits à l'article 8, les collectivités s'accordent sur les principes suivants, applicables toute l'année en dehors des situations de crise :

- Pilotage et coordination technique du tronçon T2 par EDM selon les modalités décrites ci-avant ;
- Gestion préventive du stock de la retenue de Tregat au printemps (sollicitation renforcée des imports de l'EPTB), permettant de mobiliser la ressource au maximum des capacités de l'unité de production du Marais du 1^{er} juillet au 31 août ;
- En situation d'exploitation normale du tronçon T2 (notamment, hors besoin de sécurisation de Vannes et de Muzillac) :
 - Effacement du point de livraison « Le Prat 3 » ;
 - Effacement du point de livraison « Muzillac » ;
 - Base de soutirage à 40 m³/h sur le point de livraison « Le Prat 1 »

Ces mesures permettent de « libérer » un débit de 280 m³/h pour alimenter Poulmar'h à hauteur de 550 m³/h.

- En cas de besoin de secours de Vannes en Haute Saison, nécessitant la sollicitation non continue du point « Le Prat 3 » à 200 m³/h (situation concertée non critique), mise en place d'une gestion coordonnée des prises entre Poulmar'h, Pont Rohello et le Prat 3 :
 - Limitation de la durée d'import au Prat 3 à 6 heures/jour au maximum ;
 - Baisse concomitante des imports à Poulmar'h ;
 - Limitation de l'import à Pont Rohello à 300 m³/h ;

En situation de crise : mise en place d'un Comité de Crise réunissant EDM, GMVA et l'EPTB pour une gestion des imports au mieux des intérêts de chacun.

4. Objet et périmètre de la convention

L'EPTB s'engage à assurer, dans les conditions définies ci-après, la fourniture d'eau potable depuis l'UPEP de Vilaine Atlantique à Férel, au débit maximum souscrit par les Collectivités (voir article 8). Le périmètre de la présente convention est découpé en trois tronçons et 19 points de livraison (voir carte de l'[annexe 1](#)) :

- Tronçon T1 : feeder « AVA » tranches 1 et 2, entre l'usine de Férel et le point de livraison du Bois Brun (concerne EDM uniquement) ;
- Tronçon T2 : feeder 56, entre l'usine de Férel et le point de livraison de Lesquégué (concerne EDM et GMVA) ;
- Tronçon T3 : feeder 35, entre le réservoir de Lanterne et le point de livraison de Rieux La Lande (concerne EDM uniquement).

5. Points de livraison

La fourniture d'eau se fera aux points de livraison suivants :

Pour EDM	Pour GMVA
Izernac	Saint Avé
Le Bois Brun	Pont Rohello
Lesquégué	Le Prat 1
Muzillac	Le Prat 2
Arzal	Le Prat 3
Caden	Le Pérenno
Béganne	Lauzach 2
Allaire	
Yves Rocher	
Rieux – La Lande	
Péaule	
Lauzach 1	

Dans l'hypothèse d'un changement de maîtrise d'ouvrage sur le point de livraison Lauzach 2, celui-ci sera notifié à l'EPTB par un courrier conjoint d'EDM et GMVA précisant la date d'effet du changement, sans donner lieu à un avenant à la présente convention. Les volumes livrés à Lauzach 2 seront facturés à EDM, à compter de la première facture trimestrielle suivant la date d'effet de ce changement.

Chaque point de livraison comprend (voir plans de détail en annexe 2) :

- un dispositif de comptage ;
- un dispositif de contrôle du débit instantané ;
- un dispositif de contrôle de la pression ;
- un dispositif anti-retour.

Les points de livraison d'un débit nominal supérieur à 60 m³/h qui ne relèvent pas d'une situation particulière définie ci-dessous, comprennent en outre :

- un dispositif de limitation de la pression aval, réglée sur place et contradictoirement à la valeur souhaitée par les Collectivités. Ce dispositif n'existe pas si l'eau est envoyée dans un réservoir proche du point de livraison ;
- un dispositif de limitation du débit dont la valeur de consigne est réglée, via la supervision, depuis l'usine de Vilaine Atlantique. Quand cet équipement n'existe pas, l'EPTB dispose d'un an pour le mettre en service.

En aucun cas les Collectivités ne peuvent intervenir sur les appareils placés dans le regard de livraison. Ceux-ci sont la propriété de l'EPTB qui en assure l'entretien, le réglage, la maintenance et le renouvellement.

En revanche, les Collectivités ont accès au regard pour contrôler, sur le compteur, le débit prélevé. Elles peuvent être autorisées à raccorder leurs propres appareils de télécontrôle sur les équipements de l'EPTB.

L'EPTB fournira l'eau aux Collectivités dans les conditions de pression minimum suivantes :

Point de livraison	Collectivité	Cote Terrain Naturel	Pression minimum (bars)
Tronçon T1 « AVA tranches 1 et 2 »			
Izernac	EDM	42	7,2(*)
Le Bois Brun	EDM	44	2,7
Tronçon T2 « Feeder 56 »			
Lesquégué	EDM	55	2,1
Saint Avé	GMVA	67	1,1
Lauzach 1	EDM	41	3,1
Muzillac	EDM	29	7,5
Arzal	EDM	37	7,5
Pont Rohello	GMVA	19	7,5
Le Prat 1	GMVA	6	7,5
Le Prat 2	GMVA	6	7,5
Le Prat 3	GMVA	6	7,5
Le Pérenno	GMVA	20	6,2
Lauzach 2	GMVA	41	3,1
Tronçon T3 « Feeder 35 »			
Caden	EDM	20	7
Béganne	EDM	46	3,8
Allaire	EDM	71	1
Yves Rocher	EDM	45	3,2
Rieux – la Lande	EDM	49	2,9
Péaule	EDM	90	0,7

(*) : si le sens d'écoulement est inversé entre Villejean et Férel, la pression à Izernac, pourrait être réduite à 5,5 bars

6. Qualité de l'eau

L'EPTB Vilaine s'engage à fournir, **aux points de livraison**, une eau propre à la consommation et qui répond aux normes relatives aux eaux destinées à la consommation humaine (Code de la Santé Publique).

Des prélèvements pour analyses sont régulièrement réalisés par l'ARS dans le cadre du contrôle sanitaire, et par l'EPTB ou son Délégué dans le cadre de l'autosurveillance :

- aux points de livraison ;
- en sortie de l'usine de Vilaine Atlantique qui dessert ces points de livraison.

Les résultats des analyses sont mis à disposition des Collectivités par l'EPTB via une plateforme collaborative.

Les Collectivités pourront télécharger le rapport annuel établi par le Délégué, ainsi que le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service public d'eau potable de l'EPTB, directement depuis le site Internet de l'EPTB.

De manière plus large, l'EPTB s'efforcera de transmettre les résultats d'analyse que les Collectivités pourraient lui demander.

Les Collectivités restent seules garantes vis-à-vis de leurs abonnés ou de quiconque de la qualité de l'eau distribuée sur leur territoire. La responsabilité de l'EPTB se limite à la qualité de l'eau fournie aux points de livraison.

Les parties auront la faculté de faire opérer, à tout moment, aux points de livraison, des prélèvements contradictoires aux fins d'analyse par un laboratoire agréé.

En cas d'élévation de la valeur du paramètre nitrate dans l'eau de La Vilaine, l'EPTB procédera à un mélange avec l'eau de Campbon qui en est dépourvue. L'objectif recherché sera de ne pas dépasser la concentration de 35 mg NO₃/l dans le mélange. Si cet objectif ne pouvait être respecté, les Collectivités en seraient averties. L'EPTB pourra également procéder à un mélange avec de l'eau de Campbon en cas d'élévation de la valeur du paramètre chlorure dans l'eau de La Vilaine, afin de limiter le risque de formation de THM dans le réseau.

En cas de non-respect d'une limite ou référence de qualité, l'EPTB (ou le Délégué) préviendra spécifiquement et sans délai les Collectivités des dépassements observés et des points de livraison concernés. Le retour à des valeurs normales devra également être signalé.

L'EPTB s'engage en tant que de besoin, à effectuer les travaux de mise à niveau de ses installations de production dans les meilleurs délais, afin de garantir, à toute période de l'année, la fourniture d'une eau respectant la réglementation en vigueur.

7. Débit sanitaire

Afin de répondre aux impératifs de santé publique, il est défini un prélèvement minimum (débit sanitaire) permettant d'assurer le renouvellement de l'eau dans les canalisations, que chaque collectivité s'engage à respecter.

Les débits sanitaires (Qsan) sur lesquels les Collectivités s'engagent sont les suivants :

Point de livraison	Collectivité	Qsan (m ³ /h)	Qsan (m ³ /j)
Tronçon T1 « AVA tranches 1 et 2 »			
Izernac	EDM	30	600
Le Bois Brun	EDM	25	500
Tronçon T2 « Feeder 56 »			
Lesquégué	EDM	25	500
Saint Avé	GMVA	16	320
Lauzach 1	EDM	Sans objet	Sans objet
Muzillac	EDM	17	340
Arzal	EDM	5	100
Pont Rohello	GMVA	17	340
Le Prat 1	GMVA	2	40
Le Prat 2	GMVA	4	80
Le Prat 3	GMVA	13	260
Le Péréno	GMVA	Sans objet	Sans objet
Lauzach 2	GMVA	15	300
Tronçon T3 « Feeder 35 »			
Caden	EDM	9	180
Béganne	EDM	7	140
Allaire	EDM	8	160
Yves Rocher	EDM	2	400
Rieux – la Lande	EDM	3	60
Péaule	EDM	13	260

8. Débit saisonnier souscrit

Il est défini une basse saison s'étendant du 1er octobre au 30 juin de l'année suivante et une haute saison allant du 1er juillet au 30 septembre.

Les Collectivités souscrivent un débit horaire, pour la basse saison d'une part, pour la haute saison d'autre part, qu'elles s'engagent à ne pas dépasser et que l'EPTB leur garantit en permanence, en dehors des situations exceptionnelles envisagées à l'article 11.

Les débits souscrits (Qs) par les Collectivités à chaque point de livraison sont les suivants :

Point de livraison	Collectivité	Qs haute Saison (m ³ /h)	Qs basse saison (m ³ /h)
Tronçon T1 « AVA tranches 1 et 2 »			
Izernac	EDM	120	100
Le Bois Brun	EDM	100	100
Débit total souscrit – tronçon T1		220	200
Tronçon T2 « Feeder 56 »			
Lesquégué	EDM	270	200
Saint Avé	GMVA	80	60
Lauzach 1	EDM	10	10
Muzillac	EDM	40	0
Arzal	EDM	30	30
Pont Rohello	GMVA	350	150
Le Prat 1	GMVA	80	80
Le Prat 2	GMVA	40	40
Le Prat 3	GMVA	200	100
Le Pérenno	GMVA	15	15
Lauzach 2	GMVA	60	60
Total T2 (EDM)		350	240
Total T2 (GMVA)		825	505
Débit total souscrit – tronçon T2		1 175	745
Tronçon T3 « Feeder 35 »			
Caden	EDM	130	110
Béganne	EDM	20	20
Allaire	EDM	50	50
Yves Rocher	EDM	60	60
Rieux – la Lande	EDM	25	15
Péaule	EDM	150	150
Débit total souscrit – tronçon T3		435	405
Total général (EDM)		1 005	845
Total général (GMVA)		825	505
Total général (EDM + GMVA)		1 830	1 350

9. Dépassement du débit souscrit

En dehors des modifications contractuelles du débit souscrit prévues à l'article 10, un débit supérieur au débit souscrit pourra être accordé temporairement par l'EPTB Vilaine sous réserve de ses capacités de production et de transfert.

On entend par dépassement, un débit supérieur au débit souscrit, prélevé pendant plus d'une heure dans une journée.

Une tolérance est accordée pour les dépassements de durée inférieure à la journée, se renouvelant moins d'une fois par mois.

Seront facturés au tarif des prélèvements exceptionnels (voir article 13) :

- les dépassements prévus et annoncés au moins 8 jours à l'avance ;
- les dépassements résultant d'une pollution accidentelle de la ressource propre d'une Collectivité, dûment constatée par les autorités sanitaires ;
- les dépassements d'une durée, consécutive ou non, inférieure à 15 jours.

Les majorations pour prélèvements exceptionnels seront appliquées **en cas de dépassement du débit total souscrit par tronçon (voir tableau de l'article 8)**, indépendamment des éventuels dépassements :

- constatés à un ou plusieurs point(s) de livraison ;
- du débit global souscrit par EDM et GMVA sur le tronçon T2.

En cas de dépassement du débit total souscrit sur le tronçon T2, les majorations seront appliquées à EDM et GMVA au prorata de leurs débits souscrits totaux respectifs sur ce tronçon.

Les dépassements d'une durée cumulée supérieure ou égale à 15 jours sur un trimestre se traduiront par une majoration automatique du débit saisonnier souscrit sur le trimestre de dépassement. Le débit pris en compte pour ce calcul sera égal au débit maximum enregistré, majoré de 10 %.

10. Modification contractuelle

Dans un souci de gestion coordonnée de la ressource, concernant notamment le tronçon T2, il est convenu que toute demande de modification contractuelle de débit souscrit souhaitée par EDM ou GMVA sera discutée dans le cadre d'une réunion tripartite de concertation préalable, à organiser avant le 1^{er} octobre de l'année n pour une mise en application au 1^{er} janvier de l'année n+1. Les parties s'accordent sur les points suivants :

- Une simple adaptation entre points de livraison, sans changement du débit total souscrit par chaque collectivité, pourra être acceptée si elle ne remet pas en cause les postulats de gestion de l'article 3 ;
- Une diminution du débit total souscrit par une collectivité ne pourra être acceptée que si elle résulte du transfert à l'autre collectivité d'un débit souscrit équivalent, dans les conditions tarifaires de l'article 13 ;
- Une augmentation du débit total souscrit sera subordonnée à la faisabilité technique de fourniture par l'EPTB, dans les conditions hydrauliques de son réseau de production et de transport à la date d'effet de la présente convention.

En dehors du cas particulier de l'article 5, les éventuelles modifications ou adaptations des débits souscrits seront formalisées par un avenant.

11. Événements exceptionnels

En cas d'événement exceptionnel ou de situation de crise, un débit exceptionnel pourra être attribué temporairement à une collectivité. Ce débit exceptionnel pourra être réservé aux dépens de l'autre collectivité, de façon concertée et dans le cadre du Comité de Crise de l'article 3.

Si la situation conduisait à réserver un débit aux dépens d'une ou plusieurs collectivité(s) non signataire(s) de la présente convention, la situation sera alors gérée « au mieux des intérêts collectifs », en concertation avec les collectivités concernées et les services de l'État.

La Collectivité bénéficiaire se verra facturer l'eau au tarif des prélèvements exceptionnels (article 13). Les collectivités privées d'eau bénéficieront d'une réfaction selon les dispositions de l'article 16.

12. Facturation - mandatement

La facturation de l'eau est trimestrielle. Elle est établie par le Délégué après un relevé des index des compteurs puis contrôlée et adressée pour paiement à EDM et GMVA par l'EPTB.

La facture comprend une part revenant au Délégué et une part revenant à l'EPTB. Chaque part se compose d'une partie fixe proportionnelle au débit souscrit et d'une partie variable correspondant au volume prélevé.

Les Collectivités supportent en outre la redevance de prélèvement de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne, la T.V.A. et toute autre taxe ou redevance qui serait instaurée après la signature de la présente convention.

Toute somme due au titre de la présente convention doit être payée dans un délai de 30 jours.

13. Tarif

Le tarif de base établi au 1^{er} octobre 2008, est le suivant :

➤ Part du Délégué :

PARTIE FIXE

Valeur au 1 ^{er} octobre 2008	Basse saison	Haute saison
Prélèvements conformes aux débits souscrits	48,00 €/m ³ /h souscrit par trimestre	76,80 €/m ³ /h souscrit par trimestre
Prélèvements exceptionnels	4,00 €/m ³ /h supplémentaire par jour	6,00 €/m ³ /h supplémentaire par jour

PARTIE VARIABLE

Valeur au 1 ^{er} octobre 2008	Basse saison	Haute saison
Tarif normal	0,1314 €/m ³	0,1698 €/m ³
Tarif réduit	0,1026 €/m ³	0,1410 €/m ³

➤ **Part de l'EPTB :***PARTIE FIXE*

Valeur au 1 ^{er} octobre 2008	Basse saison	Haute saison
Prélèvements conformes aux débits souscrits (EDM)	103,77 €/m ³ /h souscrit par trimestre	144,16 €/m ³ /h souscrit par trimestre
Prélèvements conformes aux débits souscrits (GMVA)	124,96 €/m ³ /h souscrit par trimestre	165,35 €/m ³ /h souscrit par trimestre
Prélèvements exceptionnels	3,22 €/m ³ /h supplémentaire par jour	4,11 €/m ³ /h supplémentaire par jour

PARTIE VARIABLE

Valeur au 1 ^{er} octobre 2008	Basse saison	Haute saison
Tarif normal	0,1213 €/m ³	0,1833 €/m ³
Tarif réduit	0,1246 €/m ³	0,1779 €/m ³

Le tarif réduit s'apprécie pour chaque point de livraison et s'applique au-delà d'un volume V correspondant à 40 jours de consommation au débit souscrit par les Collectivités, 24 heures sur 24 (soit 960 heures au débit total souscrit).

Pour les prélèvements exceptionnels :

- Le m³/h supplémentaire s'entend comme la différence entre le débit maximum fourni pendant la période de prélèvement exceptionnel et le débit souscrit ;
- Le nombre de jours à prendre en considération est la durée totale de la période de prélèvement exceptionnel, y compris les premières 24 heures ;
- S'il est fait usage de prélèvement exceptionnel, le volume seuil du tarif réduit V est majoré du volume supplémentaire mis à la disposition de la Collectivité pendant le prélèvement exceptionnel.

14. Redevance de prélèvement

Les redevances dues à l'Agence de Bassin au titre du prélèvement seront facturées trimestriellement en sus de la fourniture d'eau.

Pour l'année N, elles seront facturées au fur et à mesure des acomptes de fourniture d'eau, sur la base de la redevance moyenne unitaire de l'année N-1.

$$\text{Redevance moyenne N-1} = \frac{\text{Redevances totales N-1}}{\text{Volume total distribué N-1}}$$

Un réajustement, tenant compte, d'une part, des redevances effectivement dues au titre de l'année N pour les volumes effectivement distribués, et, d'autre part, des acomptes versés par le Déléataire, sera effectué et facturé lors de l'envoi du dernier acompte de l'année N.

15. Révision des prix

Les prix de base tels que précédemment définis évolueront en fonction des variations économiques par application des formules de variation suivantes où les valeurs de base sont celles connues au 1^{er} octobre 2008 et les valeurs actualisées sont celles connues au 1^{er} jour du trimestre considéré pour la facturation.

Révision de la part du Déléataire :

$$K_1 = 0,15 + 0,28 \frac{ICHTTS1}{ICHTTS1_0} + 0,27 \frac{FSD1}{FSD1_0} + 0,09 \frac{IM}{IM_0} + 0,20 \frac{PLATTS}{PLATTS_0} + 0,01 \frac{EMT}{EMT_0}$$

Révision de la part de l'EPTB :

$$K_2 = 0,50 + 0,33 \frac{ICHTTS1}{ICHTTS1_0} + 0,17 \frac{FSD1}{FSD1_0}$$

formules dans lesquelles les paramètres sont ainsi définis :

Paramètres	Définition des paramètres	Valeurs de base connues au 01/10/2008
ICHTTS1 Remplacé par ICHTE le 01/12/08	Indice coût horaire du travail tous salariés charges comprises Indice coût horaire du travail – production et distribution d'eau	141.3 Rectificatif du MTPB 5469 du 19/09/2008 Valeur de raccordement : 1,43
FSD1	Indice des frais et services divers 1	124.4 MTPB 5462 du 01/08/2008
Im (MIM 86) Remplacé par IM base 100 en 2010 le 09/02/14	Indice des prix des matériels. Base 1 en janvier 1986 Indice des prix des matériels. Base 100 en 2010	1.6952 MTPB 5470 du 26/09/2008 Valeur de raccordement : 1,7431
PLATTS CAL07 Base Load	Indice du Mégawatheure	71,89 Valeur moyenne 01/10/2007 au 30/09/2008
EMT (MELVA 00) Remplacé par indice 1570284 le 01/10/08 Remplacé par indice 1643161 le 01/09/12 Remplacé par indice 1653964 le 01/10/12 Remplacé par indice 1771242 le 01/01/16	Électricité moyenne tension 40/10/10 Électricité tarif vert A5 – 351002 Électricité tarif vert A5 – 351107 - base 100 en 2005 Électricité tarif vert A5 – 351107 - base 100 en 2010 Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat de capacité > 36 kVA – 35111403	106.5 MTPB 5462 du 01/08/2008 Valeur de raccordement : 1,033 Valeur de raccordement : 1 Valeur de raccordement : 1,1936 Valeur de raccordement : 1,1762

16. Réfaction de prix

Si l'EPTB ne remplit pas ses obligations de débit ou de pression, une réfaction sera appliquée sur la partie fixe de la facture suivante. Le montant de la réfaction sera calculé au *prorata temporis*, chaque journée où un défaut aura été constaté étant décomptée en entier. Cette mesure ne s'applique pas pour les coupures prévues à l'avance, d'une durée inférieure à 24 heures ou pour des régimes transitoires correspondant au délai de réponse des équipements de régulation.

Dans le cas de dépassement des normes de potabilité (limites de qualité) constaté par les autorités sanitaires, un abattement **de 10 %** au *prorata temporis*, correspondant à la durée du dépassement de norme, sera opéré sur la partie fixe de la facture.

17. Travaux neufs

L'EPTB conserve l'initiative des dispositions qu'elle jugera nécessaires pour assurer la fourniture d'eau.

Elle prend en charge la réalisation des ouvrages et en assure le financement.

Toutefois, les Collectivités, pour renforcer leur alimentation propre en eau potable, peuvent participer au financement d'équipements intégrés au patrimoine de l'EPTB. Elles doivent alors rembourser les annuités d'emprunt contracté par l'EPTB pour financer ce renforcement, jusqu'à leur extinction. Les équipements restent propriété de l'EPTB qui en assure la maintenance, l'amortissement et le renouvellement. Pour l'établissement de nouveaux points de livraison, les travaux correspondants seront définis et réalisés par l'EPTB. Une participation de 80% du montant total de la dépense sera prise en charge par les Collectivités pour les points de livraison qui leur incombent.

18. Défense incendie

Les poteaux d'incendie placés en dérivation des feeders de l'EPTB sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par l'EPTB, aux frais de la Commune sur laquelle ils sont implantés. Ils font l'objet d'un contrôle annuel par le Déléataire. Le rapport est adressé à l'EPTB qui le transmet à la Commune concernée.

Toute réparation fait l'objet d'un devis soumis par l'EPTB à la Commune. Les travaux de remise en état sont effectués dans un délai d'un mois à compter de l'acceptation du devis. À défaut de réponse dans les trois mois qui suivent l'envoi du devis, l'EPTB se réserve le droit de déposer le poteau défaillant.

La responsabilité de la défense incendie reste de la compétence de la commune sur laquelle est implanté le poteau.

L'eau est délivrée gratuitement aux poteaux pour la défense incendie. Tout usage à d'autres fins est strictement interdit.

19. Durée de la convention – Renégociation - Résiliation

La présente convention est conclue pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} janvier 2022. Elle arrivera donc à échéance le 31 décembre 2031, soit après l'échéance de l'actuel contrat de Délégation de Service Public.

La convention sera renégociée dans les cas suivants :

- lorsque le contrat de Délégation de Service Public arrivera à échéance, pour prendre en compte les nouvelles conditions tarifaires ;
- si la qualité de l'eau de la Vilaine ou de nouvelles normes plus sévères conduisaient l'EPTB à mettre en œuvre des équipements nouveaux de nature à améliorer la qualité de l'eau traitée ou accroître la sécurité d'approvisionnement.

Elle peut également être renégociée, à la demande de l'une ou l'autre des parties, si les conditions économiques de production ou de livraison venaient à évoluer d'une manière significative de part et d'autre.

La convention peut être résiliée unilatéralement par les Collectivités, au 31 décembre, sous réserve d'un préavis de DEUX ans.

20. Documents annexes

- Annexe 1 : plan général des réseaux ;
- Annexe 2 : plans de détail des points de livraison.

La Roche Bernard le

Pour l'EPTB, Le Président, Jean-François MARY	Pour EDM, Le Président, Dominique RIGUIDEL	Pour GMVA, Le Président, David ROBO	Pour le Délégué de l'EPTB, Le Directeur Général, Jérôme POISSEMEUX
---	---	---	---

Annexe 1 : plan général

Annexe 2 : plans de détail des points de livraison